

Agriculture: des pays du Golfe veulent investir à l'étranger

Golfe

Posté par: Karim

Publiée le : 21/7/2008 4:04:26

DUBAI (AFP) — Incapables de produire leur nourriture en raison de la rareté des terres fertiles et des ressources en eau, de riches pays du Golfe explorent la possibilité d'investir dans l'agriculture à l'étranger.

L'intérêt est réel en Arabie saoudite et dans les Emirats arabes unis, deux gros importateurs de produits alimentaires, pour de tels investissements en Afrique et en Asie au moment où les prix agricoles s'envolent.

Lors d'une récente visite au Kazakhstan, le président des Emirats, cheikh Khalifa ben Zayed Al-Nahyane, a relevé que son pays importait 80% de sa nourriture et confirmé son intérêt pour le secteur agricole kazakh.

Investir dans l'agriculture à l'étranger "fait partie de la stratégie générale de investissements" du pays, a noté Sultan ben Said Al-Manouri, le ministre de l'Economie des Emirats qui cherchent à faire fructifier leurs énormes revenus pétroliers.

Le Golfe, où la richesse attire les migrants, a vu sa population passer d'environ 30 millions de personnes en 2000 à 35 millions en 2006, selon les statistiques du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Ce chiffre doit atteindre près de 39 millions en 2010 et 58 millions en 2030, selon les projections du Gulf Research Centre (GRC), basé à Dubaï.

Les besoins en produits alimentaires n'ont cessé d'augmenter dans cet ensemble régional formé de l'Arabie saoudite, du Koweït, de Bahreïn, des Emirats, du Qatar et du sultanat d'Oman.

L'agriculture reste confidentielle dans cette région désertique: seuls 2% de la superficie de l'Arabie saoudite sont cultivés et seulement 1% aux Emirats.

La facture alimentaire s'est montée à 10 milliards de dollars en 2007, selon le GRC mais certaines études parlent d'un montant plus important. L'Arabie saoudite, avec 24 millions d'habitants, reste le principal importateur.

Avec la crainte d'un renchérissement continu des prix, la question de la sécurité alimentaire prend une dimension stratégique.

Pour l'Arabie saoudite, investir dans l'agriculture à l'étranger représente un changement de cap, le royaume ayant tenté dans le passé, à coup de subventions colossales, d'atteindre l'autosuffisance

alimentaire.

Cette politique a montré ses limites et n'a pas été "économiquement viable", a rappelé Monica Malik, économiste à la banque EFC-Hermes, basée à Dubaï.

Le GRC a souligné que cette politique avait en outre épuisé les réserves en eau du vaste royaume. D'où, a expliqué Mme Malik à l'AFP, le choix d'une solution alternative consistant à investir chez des voisins comme le Soudan.

"La proximité est importante" pour sécuriser les approvisionnements ainsi que les bonnes relations avec les pays choisis pour l'investissement afin d'éviter les risques d'interruption de ces approvisionnements, a-t-elle ajouté.

Selon différentes sources, les Emirats projettent de mettre en valeur 28.328 hectares au Soudan et Ryad discute avec Khartoum de la possibilité d'investir dans l'agriculture soudanaise qui n'a pas de problème de rareté de l'eau.

L'Egypte et le Pakistan ont aussi les faveurs des pays du Golfe.

Au Pakistan, les Emirats étudient l'achat de plus de 40.000 hectares pour 500 millions de dollars et des investisseurs privés cherchent aussi à y acquérir des terres agricoles.

Le Premier ministre pakistanais, Yousuf Raza Gilani, aurait proposé à Ryad des terres agricoles contre du pétrole, selon des informations de presse.

Reste que de tels pays n'hésitent pas parfois à interdire l'exportation de produits agricoles quand ils arrivent à manquer, dans l'obligation de nourrir d'abord leurs propres populations.